



ASIE/PAKISTAN - « Blasphème technologique » : un couple de chrétiens arrêté pour avoir insulté Mahomet par le biais de messages de texte (SMS)

Islamabad (Agence Fides) – Un nouveau front concernant le blasphème semble s’ouvrir au Pakistan après la condamnation à la réclusion à perpétuité d’un homme pour avoir envoyé des messages de texte (SMS) à contenu blasphématoire (voir Fides 15/07/2013). En effet, les cas et les plaintes pour blasphème par le biais de messages de texte (SMS) voient leur nombre augmenter. Ainsi que Fides a pu l’apprendre, un autre cas de blasphème a été enregistré à l’encontre d’un couple chrétien dans la ville de Gojra, au Pendjab. Shafaqat Masih, 35 ans, et son épouse, Shagufta Bibi, ont été arrêtés par la police locale parce qu’accusés par Rana Mohammad Fiaz, de confession musulmane, de lui avoir envoyé des messages de texte (SMS) blasphématoires à propos du prophète Mahomet. La police est en effet remontée à la carte à puce contenant l’ensemble des paramètres de l’abonnement et des services d’un abonné au téléphone mobile (SIM) et a procédé à l’arrestation du couple. Un tribunal de premier degré a confirmé l’arrestation, disposant un supplément d’enquête. Shafaqat Masih est handicapé et son épouse est femme de service dans une école locale. Leurs deux enfants adolescents ont été pris en charge par l’ONG World Vision in Progress qui entend également fournir une assistance légale au couple. Gojra est une localité « religieusement sensible » depuis 2009 lorsque, dans le cadre d’un cas de profanation présumée du coran, le quartier chrétien de la ville fut incendié, événement qui causa la mort de 8 personnes et la destruction de 40 maisons ainsi que d’une église.

Actuellement, au Pakistan, le débat est vif en ce qui concerne le recours aux nouvelles technologies (téléphones portables, moyens informatiques...) de la part des blasphémateurs. L’Autorité chargée des télécommunications et le gouvernement discutent de solutions techniques au problème de la présence de matériel à caractère blasphématoire sur Internet et en particulier sur YouTube et sur les réseaux sociaux. Nombreux sont ceux qui demandent une loi limitant et censurant les sites Internet blasphématoires.

Une autre question sensible est celle de l’abus du recours à la loi sur le blasphème, parfois instrumentalisée pour frapper des adversaires. Ainsi que cela a été indiqué à Fides, récemment, une délégation de 15 ulémas de Karachi appartenant au courant de pensée islamique Deobandi a promis son soutien à la communauté chrétienne en vue de la proposition d’un amendement à la loi sur le blasphème. Le but de cette initiative est de mettre un terme à l’usage improprie de la loi en question contre les membres des minorités religieuses.

Parmi les cas signalés à Fides se trouve celui du jeune Ryan Brian Patras, chrétien de Karachi âgé de 15 ans et accusé d’avoir envoyé des messages de texte (SMS) à caractère blasphématoire à un certain nombre de jeunes de son âge (voir Fides 12/10/2012) et in fine victime d’une machination. Le jeune homme et sa famille ont échappé par miracle à la furie homicide d’un certain nombre d’extrémistes. (PA) (Agence Fides 23/07/2013)